

"Le oui résigné des Suédois à l'Europe" dans La Croix (15 novembre 1994)

Légende: Le 15 novembre 1994, le journal catholique français La Croix commente la décision du peuple suédois de ratifier le traité d'adhésion à l'Union européenne et insiste sur le soulagement de ses pays voisins.

Source: La Croix. 15.11.1994. [s.l.].

Copyright: (c) La Croix

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"le_oui_resigne_des_suedois_a_l_europe"_dans_la_croix_15_novembre_1994-fr-b1e3015a-4d2a-48f8-94fc-d58ed206c708.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Le oui résigné des Suédois à l'Europe

« Mais de combien vont baisser les prix alimentaires ? » Une heure et demie à peine après avoir voté « oui » à leur entrée dans l'Union européenne (52,2% contre 46,9%), les Suédois ont, par télévision interposée, commencé à s'interroger sur l'évolution du prix du panier de la ménagère. Une attitude en réalité assez symptomatique de leur « pragmatisme ». Ils ont, jusqu'au dernier moment, hésité: 32% d'entre eux se sont décidés au cours de la dernière semaine de campagne. C'est moins par enthousiasme que par fatalisme, par crainte aussi peut-être de se retrouver isolés, qu'ils ont finalement cédé aux incantations de leurs dirigeants politiques.

Dimanche soir, les responsables suédois étaient aussi soulagés qu'ils avaient eu peur, notamment Ingvar Carlsson, le premier ministre social-démocrate, car ce sont ses électeurs qui ont le plus douté. Mais ils semblent, finalement, avoir, eux aussi, voté en majorité « oui ».

Il n'empêche: son parti, tout comme la Suède, est divisé. La coupure est d'abord géographique: le nord du pays, qui représente la moitié du territoire, mais seulement 15% de la population, a très largement frondé. Dans l'un des districts du Jämtland - au « sud » du Nord -, le « non » a dépassé 71,5% des suffrages! À Stockholm, en revanche, 61% des électeurs ont dit « oui ». Et, en réalité, le « oui » n'a obtenu la majorité que dans trois régions urbaines: celle de la capitale et de sa « grande banlieue », la Scanie, à l'extrémité sud-est et aux portes du Danemark, et sur la côte ouest, où se trouve la seconde ville suédoise, Göteborg.

La seconde coupure se situe entre les hommes d'âge mûr, et les autres: ce n'est que du bout des lèvres que les jeunes et les femmes, que l'on croyait opposés à l'Union, ont finalement retourné leur chemise. Si l'on en croit du moins les sondages sortis des urnes qui, il faut le préciser, avaient surévalué le « oui »: 53% des femmes contre 63% des hommes, 53% des 18-30 ans contre 59% des plus âgés, ont pris partie pour l'adhésion.

La révolte du petit peuple

« Comme en Norvège en 1972 - lorsque le pays avait dit « non » à une adhésion à la CEE - c'est la révolte du petit peuple contre l'establishment, explique Maria Oskarsson, sociologue. « Ceux qui ont voté « non », ou ont été, jusqu'au dernier moment, indécis, ce sont tous les gens qui sont, de par leur profession, ou leur localisation géographique, loin du pouvoir. Des gens qui sont donc logiquement moins optimistes sur les possibilités qu'aura la Suède d'influencer le travail de l'Union. Pour eux, l'Europe, ce n'est pas pour eux, mais que c'est le joujou des hommes politiques. Quant à l'attitude des femmes, elle révèle l'importance qu'elles accordent à l'Etat-Providence, au secteur public, tandis que les hommes s'intéressent plus au secteur privé, à l'économie en général. »

Le débat européen ne semble d'ailleurs guère terminé dans le pays, malgré le discours rassembleur notamment d'Ingvar Carlsson. « Nos critiques, nous les emmènerons avec nous à Bruxelles », a ainsi déclaré Gudrun Schyman, dirigeante du parti de gauche opposé à l'Union. Et déjà, certains représentants du « non » exigent que la Suède revote dans deux ou trois ans pour statuer sur le sort de l'Union économique et monétaire. C'est en tout cas une « anti-Union », Margareta Winberg, que la Suède enverra, dès cet après-midi, à Bruxelles, pour participer au conseil des ministres de l'agriculture...

Le « oui » suédois réjouit en tout cas les dirigeants des pays voisins. La Norvège tout d'abord: « Il est clair qu'il est important de savoir ce qu'ont fait nos voisins finlandais et suédois », a déclaré le premier ministre Gro Harlem Brundtland hier soir. Que la Suède rentre dans l'Union, c'était en effet le seul espoir des partisans norvégiens du « oui », qui, actuellement, sont largement minoritaires.

Les Finlandais soulagés

Les derniers sondages, publiés samedi, ne créditent le « oui » que de 29% des intentions de vote contre 48% pour le « non », lors du référendum du 28 novembre prochain. Mais, lorsqu'on leur demande ce qu'ils voteront si la Suède rentre dans l'Union européenne, les Norvégiens perdent un peu de leur entêtement Le

« oui » se retrouve au coude à coude avec le « non ». « Car il apparaît alors évident que les plus grands changements, c'est en restant isolés, et non en adhérant, que nous les subirons », estime Gro Harlem Bruntland. Elle évite soigneusement, connaissant l'indiscipline de ses concitoyens, d'inciter ses électeurs à « suivre » les Suédois. « Nous n'allons tout de même pas laisser les Suédois décider à notre place », s'indigne en effet déjà Anne Enger-Lahnstein, la figure centrale de l'opposition à l'adhésion. « N'empêche, explique Arve Thorvik, militant du oui: c'est le camp qui réussira à convaincre que la stabilité est de son côté qui gagnera ». « Et je ne vois pas les Norvégiens voter pour une collaboration réduite à l'Islande et au Lichtenstein (dans le cadre de l'EEE) », renchérit Anders Helseth, à l'ambassade de Norvège en Suède.

Le premier ministre finlandais Esko Aho soupire lui aussi. Les Finlandais ont, certes, le 16 octobre dernier, dit « oui » à l'Union européenne. Mais les députés n'ont pas encore ratifié le traité d'adhésion de leur pays à l'Union, procédure qui exige une majorité des deux tiers au Parlement. Les « anti-UE », menés par l'ancien ministre des affaires étrangères Paavo Väyrynen, ont, en effet, réussi à retarder la procédure. Mais même si Paavo Väyrynen continue à affirmer qu'il votera pour sa part « non » au Parlement, il n'aura certainement plus désormais un nombre suffisant de supporters.

Enfin, le « oui » suédois réjouit... les trois petites Républiques baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie): « Nous avons besoin d'un pays comme la Suède qui puisse plaider notre cause à l'intérieur de l'Union », expliquait récemment Olgerts Pavlovski, ministre lettonien des affaires européennes. Et de fait, la présence dans l'Union européenne de trois pays nordiques - Danemark, Finlande, Suède - pourrait accélérer l'intégration de ces pays, que l'Union européenne a tendance à négliger dans l'Europe occidentale.

Catherine BERNARD